

F. 92 — 583

[S-C — 29047]

20 NOVEMBER 1991. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 14 septembre 1989 fixant les modalités des examens, l'organisation et le fonctionnement du jury de la Communauté française de l'enseignement secondaire (deuxième section : enseignement secondaire supérieur général)

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu les lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnées le 31 décembre 1949, telles qu'elles ont été modifiées;

Vu la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire telle qu'elle a été modifiée;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 juin 1989 portant organisation du Jury de la Communauté française de l'enseignement secondaire tel qu'il a été modifié;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 14 septembre 1989 fixant les modalités des examens, l'organisation et le fonctionnement du Jury de la Communauté française de l'enseignement secondaire (deuxième section : enseignement secondaire supérieur général);

Vu les lois sur le conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu la nécessité de prendre sans délai les mesures donnant la possibilité au jury de la Communauté française de mettre efficacement en application les modifications apportées à son mode d'organisation et de fonctionnement et permettant aux candidats de se préparer dans de bonnes conditions aux épreuves organisées par le jury de la Communauté française,

Arrête :

Article 1er. L'article 14 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 14 septembre 1989 fixant les modalités des examens, l'organisation et le fonctionnement du jury de la Communauté française de l'enseignement secondaire (deuxième section : enseignement secondaire supérieur général) est remplacé par la disposition suivante :

* Article 14. § 1er. Les droits d'inscription sont fixés à l'article 8 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 juin 1989 portant organisation du jury de la Communauté française de l'enseignement secondaire, tel qu'il a été modifié.

§ 2. Ces droits ne sont remboursables en aucun cas. Ils ne peuvent être reportés à une session ultérieure. Ils sont acquittés lors de chaque inscription.

§ 3. Le paiement doit être effectué au n° de compte 091-2110106-94 du comptable des recettes du Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation à 1010 Bruxelles.

§ 4. Les candidats qui sont inscrits en même temps aux examens des séries A et B doivent effectuer le paiement des droits d'inscription se rapportant à la série A dans les délais prescrits par l'appel aux candidats. S'ils obtiennent le certificat d'enseignement secondaire supérieur (série A), ils effectuent le paiement des droits d'inscription se rapportant à la série B, au plus tard le deuxième jour ouvrable qui suit la proclamation des résultats de la série A ».

Art. 2. L'article 17 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

* Article 17. § 1er. L'examen pour l'obtention du certificat d'enseignement secondaire supérieur comprend trois groupes d'épreuves.

Premier groupe d'épreuves :

1° première langue : le français;

2° mathématique : niveau C.

Deuxième groupe d'épreuves :

1° histoire;

2° géographie;

3° une discipline parmi les trois suivantes, la discipline choisie ici ne pouvant plus figurer au programme du troisième groupe d'épreuves : physique, chimie ou biologie, niveau B;

4° deuxième langue à choisir parmi les suivantes : néerlandais, allemand ou anglais, niveau B.

Troisième groupe d'épreuves :

étant entendu que

a) compte tenu du choix opéré dans le deuxième groupe d'épreuves, deux des trois disciplines scientifiques (physique, chimie et biologie) doivent encore figurer à leur programme,

b) ceux d'entre eux qui décident de présenter l'examen de psychologie doivent nécessairement présenter en outre l'épreuve de sciences sociales,

les candidats choisissent parmi les épreuves suivantes de manière à obtenir un total de dix ou douze unités par addition des nombres repris entre parenthèses à côté de chacune des disciplines énumérées.

1° latin (4);

2° grec (4);

3° sciences économiques (4);

4° sciences sociales (4);

5° psychologie (4);

6° mathématique : niveau A (4) ou niveau B (2);

7° deuxième langue, en complément de l'épreuve du deuxième groupe (le néerlandais, l'allemand ou l'anglais); niveau A (2);

8° troisième langue, choisie par les candidats parmi les suivantes : le néerlandais, l'allemand, l'anglais, l'espagnol et l'italien : niveau A (4) ou niveau B (2);

9^o quatrième langue, choisie par les candidats parmi les suivantes : le néerlandais, l'allemand, l'anglais, l'espagnol et l'italien : niveau A (4) ou niveau B (2);

10^o physique : niveau A (3) ou niveau B (1);

11^o chimie : niveau A (3) ou niveau B (1);

12^o biologie : niveau A (3) ou niveau B (1);

13^o complément en français (2).

§ 2. Les programmes du Jury, fixés par le Ministre ayant l'enseignement secondaire dans ses attributions, sont à la disposition des candidats sur simple demande ».

Art. 3. L'article 23 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 23. Le président détermine les matières sur lesquelles les examens auront lieu par écrit ainsi que les sujets et questions de ces examens. »

Art. 4. L'article 33, § 2, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Les conditions minimales de réussite pour chaque groupe d'épreuves sont les suivantes :

a) pour le premier groupe : le candidat doit obtenir 50 % des points pour chacune des branches faisant partie de ce groupe;

b) pour le deuxième groupe : le candidat doit obtenir 50 % des points au total des branches qui le composent et au moins 40 % dans chacune des branches;

c) pour le troisième groupe : le candidat doit obtenir 50 % des points au total des branches qui le composent, 50 % des points dans chacune des branches librement choisies et, le cas échéant, 40 % des points de la discipline scientifique (ou des deux disciplines scientifiques) présentée(s) au niveau B ».

Art. 5. L'article 33, § 6, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« § 6. La délivrance du certificat d'enseignement secondaire supérieur est soumise à la réussite des trois groupes d'épreuves, à condition que les attestations de réussite partielle aient été obtenues dans un délai de cinq ans maximum à dater de la réussite du premier groupe d'épreuves. »

Art. 6. A titre transitoire, les candidats qui ont obtenu, avant le 31.12.1992 :

— une attestation de réussite partielle en vertu du § 5 de l'article 33 du même arrêté;

— une ou plusieurs dispenses d'interrogation en vertu du § 7 de ce même article conservent le bénéfice de cette attestation et/ou de ces dispenses et la possibilité de poursuivre les épreuves dans la structure antérieure à partir du programme initialement présenté.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le 31 décembre 1992 à l'exception de l'article 1er qui entre en vigueur le 1er janvier 1992.

Bruxelles, le 20 novembre 1991.

Pour l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre de l'Éducation et de la Recherche scientifique,

Y. YLIEFF

VERTALING

N. 92 — 563

[S.C. — 29047]

20 NOVEMBER 1991. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Franse Gemeenschap d.d. 14 september 1989 tot vaststelling van de wijze waarop de examens worden afgenomen, van de organisatie en de werking van de examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het secundair onderwijs (tweede afdeling : hoger secundair algemeen onderwijs)

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens, gecoördineerd op 31 december 1949, zoals gewijzigd;

Gelet op de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur en de organisatie van het secundair onderwijs, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 27 juni 1989 houdende inrichting van de examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het secundair onderwijs, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 14 september 1989 tot vaststelling van de wijze waarop de examens worden afgenomen, van de organisatie en de werking van de examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het secundair onderwijs (2e afdeling : hoger secundair algemeen onderwijs);

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de noodzaak, de examencommissie voor de Franse Gemeenschap onverwijld in staat te stellen, de wijziging van haar organisatie en werking doelmatig toe te passen, en de kandidaten de mogelijkheid te bieden, zich behoorlijk op examens voor de commissie voor te bereiden,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 14 van bovenbedoeld besluit van 14 september 1989 wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Artikel 14. § 1. De inschrijvingsrechten zijn vastgesteld in artikel 8 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 27 juni 1989 houdende inrichting van de examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het secundair onderwijs, zoals gewijzigd. »

§ 2. Ze zijn in geen geval terugbetaalbaar, noch overdraagbaar naar een latere zitting. Ze moeten bij elke inschrijving worden betaald.

§ 3. De betaling moet gebeuren door storting op rekening 091-2110100-94 van de rekenplichtige der ontvangsten van het « Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation », 1010 Brussel.

§ 4. De kandidaten die voor de twee examenreeksen A en B ingeschreven zijn, betalen de rechten voor reeks A binnen de termijn, opgelegd bij de oproep tot de kandidaten.

Als zij het getuigschrift van hoger secundair onderwijs (reeks A) bekomen, betalen zij de rechten voor reeks B uiterlijk op de 2^e werkdag na de bekendmaking van de uitslagen voor reeks A.

Art. 2. Artikel 17 van hetzelfde besluit wordt door volgende bepaling vervangen :

« Artikel 17. § 1. Het examen voor het getuigschrift van hoger secundair onderwijs omvat drie examenreeksen :

Eerste reeks :

1^o 1^e taal : Frans;

2^o wiskunde : niveau C.

Tweede reeks :

1^o geschiedenis;

2^o aardrijkskunde;

3^o één van de volgende drie vakken, met dien verstande dat het gekozen vak niet meer voorkomt op het programma van de 3^e reeks : natuurkunde, scheikunde of biologie, niveau B;

4^o een 2^e taal gekozen onder de volgende : Nederlands, Duits, Engels, niveau B.

Derde reeks :

met dien verstande dat

a) rekening houdend met de keuze in de 2^e reeks, twee van de drie wetenschappelijke vakken (natuurkunde, scheikunde, biologie) nog op hun programma moeten voorkomen;

b) zij die het examen psychologie willen afleggen, ook examen over de sociale wetenschappen moeten afleggen,

kieszen de kandidaten onder de volgende examens, om in totaal 10 of 12 eenheden te bekomen door optelling van de getallen die tussen haakjes naast elk vak voorkomen.

1^o Latijn (4);

2^o Grieks (4);

3^o economie (4);

4^o sociale wetenschappen (4);

5^o psychologie (4);

6^o wiskunde : niveau A (4) of B (2);

7^o 2^e taal, ter aanvulling van het examen van de 2^e reeks (Nederlands, Duits, Engels) : niveau A (2);

8^o 3^e taal gekozen onder de volgende : Nederlands, Duits, Engels, Spaans, Italiaans : niveau A (4) of B (2);

10^o natuurkunde : niveau A (3) of B (1);

11^o scheikunde : niveau A (3) of B (1);

12^o biologie : niveau A (3) of B (1);

13^o aanvulling Frans (2).

§ 2. De programma's van de examencommissie worden vastgesteld door de Minister die voor het secundair onderwijs bevoegd is, en worden de kandidaten op gewone aanvraag bezorgd. »

Art. 3. Artikel 23 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Artikel 23. De voorzitter bepaalt de vakken waarover een schriftelijk examen zal worden afgenomen, alsook de onderwerpen en vragen voor die examens. »

Art. 4. Artikel 33, § 2 wordt door volgende bepaling vervangen :

« § 2. De minimumvereisten om voor elke examenreeks te slagen zijn de volgende :

a) voor de 1^e reeks moet de kandidaat 50 % van de punten behalen voor elk vak in die reeks;

b) voor de 2^e reeks moet hij 50 % in totaal en ten minste 40 % voor elk vak behalen;

c) voor de 3^e reeks moet hij 50 % in totaal, 50 % voor elk vrij gekozen vak en eventueel 40 % voor het wetenschappelijk vak of de twee wetenschappelijke vakken op niveau B behalen. »

Art. 5. Artikel 33, § 6, van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« § 6. Om het getuigschrift van hoger secundair onderwijs te behalen, moet de kandidaat geslaagd zijn voor de drie examenreeksen over hetzelfde voorgelegde programma, op voorwaarde dat de deelattesten behaald zijn binnen een periode van ten hoogste vijf jaar na het slagen voor de eerste examenreeks. »

Art. 6. Als overgangsmaatregel behouden de kandidaten die vóór 30 december 1992 :

— een deelattest bekomen hebben, overeenkomstig artikel 33, § 5 van hetzelfde besluit;

— één of meer vrijstellingen van ondervraging kregen overeenkomstig § 7 van hetzelfde artikel,

het voordeel van dat attest en/of die vrijstelling en mogen zij, uitgaande van het vroeger voorgelegde leerplan, de examens volgens de vroegere structuur voortzetten.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking op 31 december 1991, met uitzondering van artikel 1 dat op 1 januari 1992 van kracht wordt.

Brussel, 20 november 1991.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,

Y. YLIEFF